



**PRÉFET
DE LA LOZÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Occitanie
Unité inter-Départementale Gard-Lozère**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° PREF DREAL 2026-159-001 du 8 juin 2026

**IMPOSANT DES MESURES D'URGENCE
À LA SOCIÉTÉ FORCES ÉOLIENNES DU GÉVAUDAN
POUR LE PARC ÉOLIEN LA CROIX DE BRUGIO
SUR LA COMMUNE DE ST SAUVEUR DE GINESTOUX**

**Le préfet de la Lozère,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu** le code de l'environnement, notamment les articles L. 511-1, L. 512-20, L. 171-8, R. 512-69 et R. 512-70 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 6 novembre 2024 nommant Monsieur Gilles QUÉNÉHERVÉ, préfet de la Lozère ;
- Vu** le décret du Président de la République du 16 décembre 2022 portant nomination de Madame Laure TROTIN en qualité de secrétaire générale de la préfecture de la Lozère, sous-préfète de l'arrondissement de Mende ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° PREF-DCIAT-BCPPAT-2024-332-001 du 27 novembre 2024 portant délégation de signature à Madame Laure TROTIN, secrétaire générale de la préfecture, sous-préfète de l'arrondissement de Mende ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et la modalités de leur protection ;
- Vu** les listes rouges des espèces menacées en France et en région Occitanie de l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature) concernant les espèces menacées ;
- Vu** les listes de hiérarchisation régionale des oiseaux nicheurs et des chiroptères en Occitanie validées par le conseil scientifique régional du patrimoine naturel (CSRPN) du 17 septembre 2019 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° PREFBCPPAT-2019-322-015 du 18 novembre 2019 autorisant l'exploitation d'une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sur le territoire de la commune de ST SAUVEUR DE GINESTOUX ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°PREF-DREAL-2022-291-002 du 18 octobre 2022 relatif à la mise en place des mesures de réduction des impacts de l'éolien terrestre pour les chiroptères ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°PREF-BCPPAT-2023-072-004 du 13 mars 2023 relatif au repowering du parc éolien La Croix de Brugio sur la commune de ST SAUVEUR DE GINESTOUX ;

Vu l'information faite par la société FORCES ÉOLIENNES DU GÉVAUDAN, en date du 2 juin 2026, concernant une mortalité de Milan royal (Milvus Milvus) du parc éolien de La Croix de Brugio, découverte le 1^{er} juin 2026 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant le 4 juin 2026, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Considérant que l'information faite par l'exploitant mentionne que, le 1^{er} juin 2026, un cadavre de Milan royal (Milvus Milvus) a été découvert au pied de l'éolienne n° E1 ;

Considérant que le Milan royal (Milvus Milvus) est une espèce d'oiseaux protégée dont le statut de conservation national et régional est évalué comme vulnérable sur la liste rouge des espèces menacées en France de l'UICN et la liste rouge régionale des oiseaux nicheurs d'Occitanie de l'UICN ;

Considérant que cette espèce d'oiseaux protégée présente aussi des enjeux locaux de préservation forts mentionnés dans la liste de hiérarchisation régionale des oiseaux nicheurs en Occitanie validée par le CSRPN le 17 septembre 2019 ;

Considérant par ailleurs, qu'une première mortalité de Milan royal a été découverte au pied de l'éolienne n° E2 le 13 mai 2026 ;

Considérant également, qu'une mortalité de Circaète Jean-le-Blanc a été découverte et autopsiée le 16 avril 2024 concluant sur l'analyse des lésions par la suspicion d'une collision directe avec une pale d'éolienne ;

Considérant l'absence de dérogation aux interdictions relatives à la destruction d'espèces protégées, en application des dispositions des articles L.411-1 et 2 du Code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient donc, en application des dispositions de l'article L. 512-20 du Code de l'environnement, de prescrire en urgence la suspension d'activité du parc pour la période diurne, de 1 heure avant le lever du soleil à 1 heure après le coucher du soleil, et la mise en œuvre des mesures d'évaluation et de gestion que rendent nécessaire les conséquences de cette mortalité ;

Considérant enfin qu'il est nécessaire de mettre en place un suivi des mortalités et un suivi de la fréquentation sur le parc éolien du Milan Royal, par des écologues compétents, sur un cycle annuel complet au cours de l'année 2027 et 2028 puis tous les 5 ans ;

Considérant que les dispositions proposées ont pour objectif de préserver les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'urgence des mesures à mettre en œuvre ne permet pas de recueillir préalablement l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, cette dernière sera informée de la signature du présent arrêté ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Lozère ;

ARRETE

ARTICLE 1 - RESPECT DES PRESCRIPTIONS

La société FORCES ÉOLIENNES DU GÉVAUDAN, filière d'UNIT ENERGY FINANCEMENT, dont le siège social est sis c/o Ténergie, Arterparc de Fuveau, bât A, Lieu-dit Plan de Fabrique, 13710 FUYEAU est tenue de respecter les dispositions d'urgence prévues par le présent arrêté pour l'exploitation du parc éolien La Croix de Brugio sur la commune de ST SAUVEUR DE GINESTOUX.

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des arrêtés préfectoraux antérieurs.

ARTICLE 2 - SUSPENSION DE L'ACTIVITÉ DIURNE DE L'ENSEMBLE DU PARC ÉOLIEN

Dès notification du présent arrêté, l'exploitant met à l'arrêt via un bridage diurne permanent par mise en drapeau des éoliennes de 1 heure avant le lever du soleil à 1 heure après le coucher du soleil de l'ensemble du parc éolien (4 aérogénérateurs).

La remise en service, totale ou partielle des installations, ne pourra être effectuée qu'après accord de l'inspection des installations classées, après lui avoir communiqué tous les éléments d'appréciation, et en particulier le rapport d'incident visé à l'article 3.

ARTICLE 3 - RAPPORT D'ACCIDENT

En application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, un rapport d'accident est transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

Il comporte, notamment :

- les circonstances et la chronologie de l'événement : descriptif de l'incident, actions menées par l'exploitant, etc. ;
- les nouvelles mesures à mettre en œuvre pour la remise en service du parc,
- un échéancier de mise en œuvre de ces mesures.

En fonction de l'avancement des différentes investigations, le rapport d'accident pourra être complété au fil de l'eau postérieurement au délai de 15 jours.

ARTICLE 4 - SUIVI DES MORTALITÉS ET DE L'ACTIVITÉ DU MILAN ROYAL

Afin de recenser les mortalités et d'étudier la fréquentation du site par le Milan Royal , l'exploitant réalise un suivi de l'activité de l'espèce, sur un cycle annuel complet au cours des années 2027 et 2028 puis tous les 5 ans.

Le rapport de suivi doit être transmis au service de l'inspection des installations classées dès réception.

ARTICLE 5 - FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 6 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Montpellier, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

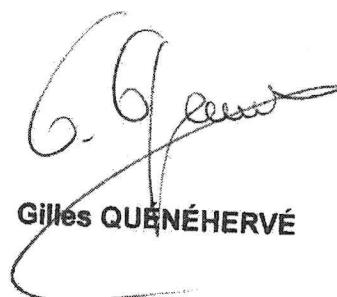
ARTICLE 7 - SANCTIONS

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues aux articles L. 171-8 et suivants du Code de l'environnement.

ARTICLE 8 - EXÉCUTION ET NOTIFICATION

La secrétaire générale de la préfecture de la Lozère, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le maire de la commune de ST SAUVEUR DE GINESTOUX sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au maire de ST SAUVEUR DE GINESTOUX et à la société FORCES ÉOLIENNES DU GÉVAUDAN SAS, dont le siège social est sis au c/o Ténergie, Arteparc de Fuveau, Bât. A, lieu-dit Plan de Fabrique, 13710 FUYEAU.

Le préfet



Gilles QUÉNÉHERVÉ